



Police - travail social - migration - toxico-dépendances: de l'huile dans les rouages

Aline Keller, collaboratrice scientifique à Infodrog (Centrale nationale de coordination des addictions)

La journée du 1er décembre 2006, organisée par Infodrog sous l'égide du groupe CoP¹ et regroupant 160 participants, était consacrée au thème des compétences transculturelles. Comme l'a précisé M. Buschan, responsable du Service psychologique à l'Office fédéral de la police fedpol, le choix du thème n'est pas dû au hasard. En effet, fin 2002 sortait le rapport de la Conférence des chefs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) mettant à jour les forces et faiblesses de la formation continue au sein de la police². Parmi ces faiblesses figure le manque de compétences culturelles qui empêche de combattre efficacement la criminalité dans une société de plus en plus multiculturelle. Cette journée était l'occasion pour les policiers de se sensibiliser à cette thématique et d'échanger leurs expériences avec les travailleurs sociaux. Le présent article se propose de donner quelques points essentiels qui ont été abordés lors de cette journée.

Une Suisse multiculturelle

Dans une Suisse multiculturelle, il est bien évident que la population des toxicomanes comprend elle aussi des

personnes provenant d'horizons multiples. Nombre de professionnels sont en contact avec des migrants, qu'il s'agisse de policiers ou de travailleurs sociaux. Lors de ces interactions, un toxicomane migrant est-il traité différemment d'un toxicomane suisse? Quelle attitude adopter face à une personne migrante: la même qu'avec une personne suisse ou existe-t-il des règles spécifiques à chaque culture? Quelles sont les problématiques rencontrées lors d'échanges avec des migrants? Mais aussi quelles sont les res-

sources de cette population et comment faire en sorte qu'elles soient utilisées? Que veulent dire au juste les termes *transculturel* et *interculturel* (voir encadré)? Cette journée était l'occasion de discuter ces questions à travers des situations concrètes et des exemples de *bonnes pratiques* pouvant être intégrés dans le quotidien des professionnels. La migration est un sujet sensible qu'il est essentiel d'aborder tout en étant attentif à ne pas créer de nouveaux stéréotypes. Il ne

Les compétences transculturelles

La compétence transculturelle est «la capacité de saisir, de comprendre et d'interpréter des points de vue personnels et d'en tirer des modes d'actions correspondants»³. Loin de donner des règles par *culture*, il s'agit de donner la priorité «à l'individu avec son histoire personnelle et son univers vital individuel». Cette notion se démarque de celle d'interculturalité, qui ne tient compte que de la culture, au détriment du parcours individuel. L'interculturalité paraît alors peu pratique comme amorce de travail d'autant plus qu'elle implique de comprendre toutes les particularités de chacune des cultures. Dans la notion de transculturalité, il ne s'agit pas de «se fonder sur des recettes culturelles ni fournir des conseils ou des traitements selon des cultures étrangères». Il s'agit plutôt de dépasser la culture («trans»), sans la renier pour autant, afin de saisir l'individu dans ses spécificités propres. En effet, la biographie d'un migrant (son parcours de migration, sa formation, son statut social, son permis de séjour, etc.) le définissent tout autant que ses références culturelles: il est donc primordial d'en tenir compte dans notre travail.

s'agit pas de mettre *à part* les personnes migrantes mais bien de tenir compte de leurs spécificités afin de les soutenir au mieux dans la tâche qui est la nôtre.

Reconnaître la réalité, exemple de Bâle

Dans le but de développer le travail avec les migrants, il est essentiel de se baser sur le contexte réel et observable de nos villes, de nos cantons et de nos régions et de se démarquer du contexte flou auquel nous renvoient certaines lois. Une des réalités de Bâle est la multiplicité des appartenances culturelles: 40 à 50% des enfants et adolescents ont leurs racines dans plus de 160 pays. Au regard de cette réalité, différents projets sont développés sous la direction de M. Kessler, délégué cantonal pour les questions d'intégration et de migration à Bâle. Ces projets visent avant tout à favoriser l'intégration des migrants. D'un côté, il s'agit de promouvoir leur intégration (information, cours de langue, etc.) et de l'autre, d'avoir des exigences envers eux (le respect des lois, l'envie de s'intégrer, etc.). Les migrants sont également vus comme des ressources essentielles: ils nous permettent de comprendre les codes culturels qui sont les leurs et ainsi de pouvoir agir de manière adéquate. Du côté de la police, par exemple, certains codes culturels ont été enseignés par des «Cours d'Afrique pour policiers».

Collaboration Police - travailleurs-euses sociaux-les, un exemple à Zurich

Malgré quelques réticences de la part des travailleurs sociaux au début de la démarche, le projet sip züri (Sécurité Intervention prévention réunissant un team multidisciplinaire et multiculturel) a permis une collaboration efficace avec la police.

M. Fischer, directeur de ce projet, et Mme Grassi, travailleuse sociale au sip züri à Zurich, ont mis en avant l'importance d'une collaboration avec la police pour améliorer tolérance et coexistence entre les différents groupes

se réunissant sur les places publiques. Par une communication sur les conflits rencontrés, sur les problèmes de santé et sur les problèmes sociaux dans le domaine de la toxicomanie, une meilleure qualité de vie dans les espaces publics zurichois a été possible.

Collaborer avec les familles

Intégrer la famille de la personne dépendante dans le processus d'aide est positif et semble même nécessaire lorsque la personne est migrante. M. Bertoli, responsable du centre de consultation Contact de Bienne et M. Rufener, responsable adjoint de la Réduction des Risques au Réseau Contact de Berne, ont expliqué que l'influence de la famille chez la plupart des migrants est telle qu'un travail avec la famille est indispensable. En effet, si la famille n'est pas intégrée au processus, elle ne soutiendra probablement pas la démarche, par crainte et incompréhension. Il est également primordial de sortir des murs de l'institution pour se rendre dans les familles mais aussi sur les lieux de rencontre des migrants afin de donner des informations sur notre travail et ainsi toucher davantage les personnes ayant un problème de dépendance.

Aider, c'est aussi prendre de la distance

Les traumatismes vécus par certains migrants dans leur pays d'origine rendent parfois la prise de distance nécessaire des professionnels difficile. Sans mettre de côté l'importance de cette prise de distance, M. Marion-Veyron, psychiatre et chef de clinique à la Consultation psychothérapeutique pour migrants-es à Appartenances à Lausanne, a soulevé la nécessité de connaître le parcours de la personne pour la soutenir efficacement dans sa démarche. D'autre part, M. Marion-Veyron observe dans sa pratique que beaucoup de migrants éprouvent un déficit du sentiment de sécurité et que la reconnaissance de ce déficit est essentielle, notamment pour créer un climat de confiance en-

tre la personne et le professionnel. En outre, l'utilisation de substances psychotropes relève parfois d'un contexte particulièrement traumatisant. *Etre drogué* pour pouvoir tuer est une réalité des enfants soldats (très différent de *se droguer*). Ce lien très particulier à la substance doit être pris en compte dans notre travail.

Formation: vers un tronc commun?

La rencontre avec une personne d'une autre culture provoque très souvent des tensions parce que nos valeurs et nos références identitaires sont différentes des siennes. Dans les échanges entre professionnels et migrants, de telles tensions sont fréquentes. De plus, le professionnel éprouve souvent des tensions entre ses propres valeurs éthiques et professionnelles et les lois qu'il se doit de respecter (par exemple lors de soins donnés à des clandestins). Selon M. Muller, responsable de projet et formateur à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR à Lausanne, une manière de réduire ces tensions est de développer davantage la formation continue sur les compétences culturelles, celle-ci étant, en Suisse romande notamment, encore trop souvent lacunaire. De plus, pour favoriser la collaboration entre policiers et travailleurs sociaux, il serait intéressant de proposer une formation continue avec un tronc commun sur le thème de «la posture culturelle» par exemple. Cela permettrait sans doute une meilleure reconnaissance mutuelle et des discussions sur les outils que sont la prévention et la médiation, outils qu'ils utilisent de manières différentes puisque leurs mandats respectifs sont différents (aider versus faire respecter les lois). Cela n'empêcherait pas la mise en place de modules spécifiques pour l'une et l'autre de ces deux catégories de professionnels. Pour M. Delachaux, membre du service de psychologie de la police genevoise, les policiers ne peuvent pas suffisamment débattre des questions concernant les migrants (par exemple: qu'est-ce qu'un acte discriminatoire?). Ces modules spécifiques pourraient alors trai-

ter de ces questions. Il est également nécessaire d'informer davantage les migrants sur notre système de police. Par exemple: quelles questions les policiers peuvent-ils poser? Jusqu'où peuvent-ils aller? Où commence la discrimination?

Les limites de la loi

La nouvelle loi sur les étrangers votée en septembre de cette année semble créer davantage de problèmes qu'elle n'en résout. Selon M. Achermann, avocat à Berne, la loi ne nous aide pas dans de nombreuses situations. Par exemple dans le cas de personnes provenant du Caucase qui sont sous traitement de méthadone et qui doivent être expulsées, rien ne stipule dans la loi qu'ils ont le droit d'être sevrés avant de partir. Ce sont des questions de santé dont la société se doit de débattre aujourd'hui. Les conséquences de ces lois et les responsabilités qui incombent aux différents acteurs restent souvent mal définies concrètement.

La réalité politique

Certaines incohérences au niveau politique ont des conséquences directes sur le terrain et ce sont les professionnels qui doivent finalement les assumer. C'est notamment le cas des expulsions de migrants toxicomanes. Pour contrer cela, Mme Fehr, Conseillère Nationale au parti socialiste, met en avant le fait que les professionnels du domaine des dépendances ont un rôle à jouer pour éveiller la conscience politique sur certaines problématiques telles que «migration et dépendance». Les professionnels ont la possibilité de réclamer un soutien politique pour débattre de certaines questions. De plus, la politique a un rôle important à jouer dans le domaine des dépendances et de la migration, notamment en favorisant les forces qui limitent la dépendance. Améliorer la santé des migrants, c'est augmenter ces forces. Il

en est de même lorsqu'on améliore la santé psychique, le sentiment de sécurité, les possibilités de travail, etc.

En conclusion

M. Spieldenner, médecin et chef de la division «Programmes nationaux de prévention» à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) explique que dans la stratégie «Migration et Santé» 2002-2007 de l'OFSP, un des objectifs est d'améliorer la santé des migrants⁴. L'OFSP développe d'ailleurs des lignes directrices pour les actions menées dans les institutions et dans les cantons. Baisser les barrières d'accès aux offres de soin pour les migrants en mettant en place des mesures adaptées en fait partie. Le thème de la migration étant un thème transversal, il doit être pris en compte dans la plupart des projets du domaine des dépendances. Afin de développer davantage cette thématique, Infodrog va poursuivre ses activités sur ces questions et prévoit notamment d'organiser une journée nationale qui traitera des aspects «migration et dépendance». En Suisse, le pourcentage de migrants étant élevé, il est crucial d'apprendre à vivre ensemble pour construire une société dont la culture se définit par l'ensemble des richesses qui la compose.

Implications pratiques:

- **Développer nos compétences trans-culturelles**
- **Développer des projets qui tiennent compte du contexte multiculturel de la population**
- **Sortir des murs institutionnels pour entrer en contact avec les migrants**
- **Connaître le parcours de la personne pour mieux la soutenir**
- **Créer des formations continues avec un tronc commun pour policiers et travailleurs/-euses sociaux/-les**
- **Revendiquer un soutien politique pour débattre des questions Migration et Dépendance**

Notes

1) Groupe CoP : <http://www.infodrog.ch/pages/fr/repr/>

2) *Bildungspolitisches Gesamtkonzept, Konferenz der Kantonalen Justiz und Polizeidirektorinnen und Polizeidirektoren (KKJPD), 2002, Bern*

3) *L'importance d'une intervention spécifique à la migration dans la lutte contre la toxicodépendance et ses conséquences pour la pratique, OFSP, Berne, 2002*

4) *Migration et Santé, Stratégie de la Confédération pour les années 2002 à 2007, OFSP, Berne, 2003*

Bibliographie

Diversité et égalité des chances, étude dans les hôpitaux Suisses, OFSP, 2006

Dahinden, Janine, Chantal Delli et Walter Grisenti : Modèle de projet «Migration et dépendance»: étude nationale de faisabilité, OFSP, Berne, 2005

Domenig, Dagmar: Migration, Drogen, trans-kulturelle Kompetenz, Berne, Hans Huber, 2001

Un rapport complet de la journée sera publié en ligne sur le site: www.infodrog.ch